



**CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN REGIE D'AVANCES
REGIE D'AVANCES
« SERVICE ATELIER »
EXTINCTION
Réf.**

LA VICE-PRESIDENTE du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-22 (7°) et L.2122-23,
- L'article L.315-17 du code de l'action sociale et des familles,
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles R.1617-1 à R.1617-18, relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et des établissements publics locaux,
- Le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 22,
- Le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptes publics,
- L'instruction codificatrice 06-031-A-B-M du 21 avril 2006, relative aux régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Le budget de l'exercice 2025,
- La délibération du Conseil d'Administration du CCAS en date du 28 janvier 2022, autorisant la Vice-Présidente à créer des régies en application de l'article 21 alinéa 5 du décret 95-562 du 6 mai 1995,

- La décision de la Vice-Présidente du CCAS en date du 3 juin 2024 modifiant la régie d'avances « service atelier »

- L'avis conforme du comptable public assignataire en date du , 03 FEV. 2025,

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de mettre fin à la régie d'avances « service atelier », aucune dépense ne devant plus être réglée dans le cadre de cette régie,

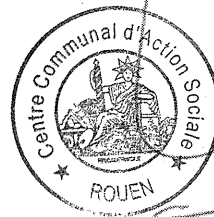
DECIDONS CE QUI SUIIT :

Article 1^{er}. - Il est mis fin à la régie d'avances « service atelier », instituée au sein du centre communal d'action social de Rouen.

Article 2. - La présente décision prend effet à compter de la date du récépissé qui sera délivré par les services chargés du contrôle de légalité,

Article 3. - La Vice-Présidente du CCAS de Rouen et M. le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Pour la Vice-Présidente
et par délégation,



Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du CCAS,